

<http://ugtg.org/spip.php?article2256>



Quand les prix flambent, la Guadeloupe s'embrase...

- Actualité -



Date de mise en ligne mardi 29 mars 2016

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Nous revenons cette semaine sur la grève générale qui a paralysé la Guadeloupe à l'hiver 2009. Historique en Outre-mer, la mobilisation de milliers d'habitants durant 44 jours a entériné des avancées sociales majeures. Sur le papier, du moins. Élie Domota, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe et porte-parole du LKP, le collectif de syndicats et d'associations à l'origine des revendications en 2009, revient sur ces événements. Avec une soif d'indépendance restée intacte.

Commerces et services publics fermés, barrages implantés des grandes villes jusqu'aux villages... Comment en est-on arrivé à cette situation de blocage de l'île à l'hiver 2009 ?

Tout a commencé par une manifestation, le 16 décembre 2008, pour dénoncer le calcul du prix des carburants en Guadeloupe. Je me souviens qu'à l'époque, 5000 personnes s'étaient réunies pour marcher toute une journée dans les rues de Pointe-à-Pitre. Des membres de l'UGTG, de divers syndicats ou tout simplement des citoyens en colère contre le patronat et, plus largement, la domination coloniale. C'était historique, mais ça n'a pas suffi à l'État pour nous accorder un rendez-vous. Nous avons donc fait la même chose le lendemain, à Basse-Terre. Sans plus de succès.

À ce moment-là, le ressenti des Guadeloupéens allait bien au-delà des prix de l'essence. Nous avons donc décidé de parler d'une seule voix et le LKP [acronyme créole de *Liyannaj Kont Pwofitasyon*, "Collectif contre l'exploitation outrancière", NDLR], une coalition de 48 organisations syndicales, politiques et culturelles, est né. En l'espace de quelques semaines, nous avons distribué 150000 tracts sur l'île et organisé de nombreuses réunions publiques. Consommation, insertion des jeunes, transport, agriculture, éducation : nous avons listé 120 revendications concrètes pour améliorer les conditions de vie des Guadeloupéens. Moins d'un mois après les premières manifestations, le 20 janvier 2009, la grève générale débutait.

Quelle a été alors la réponse des pouvoirs publics ?

Je pourrais la résumer par un mot : le mépris. Avant que des milliers de personnes ne remplissent les rues, personne, du conseil général jusqu'à l'État, ne nous avait adressé la parole. La seule réponse du gouvernement à l'époque ? Nous envoyer des colonnes de gendarmes supplémentaires depuis la Métropole.

La mobilisation ne faiblissait pas pour autant et, après un mois de lutte, nous avons conclu un accord interprofessionnel sur les salaires entre les principales organisations d'employeurs de l'île et les syndicats. Il instituait une augmentation de 200 euros pour les bas salaires, soit plus de 50000 salariés concernés des salariés de l'île, du jamais-vu ! Quelques jours plus tard, le 4 mars 2009, nous avons signé un deuxième accord, avec l'État et les collectivités territoriales cette fois, sur l'éducation, la santé, l'agriculture... Autant de revendications portées par le LKP qui devenaient satisfaites. Nous avons donc appelé à la fin de la grève générale.

Avec le recul, vous jugez donc cette mobilisation comme une victoire ? Est-ce que la vie s'est améliorée pour les Guadeloupéens ?

Oui, c'est une victoire pour 50000 salariés et plus encore, puisque ce type d'accord a transpiré en Martinique, en Guyane ou à la Réunion. Cela dit, nous gardons les yeux ouverts, car certaines entreprises refusent toujours d'appliquer l'augmentation des salaires. Et sur un autre front, l'accord du 4 mars a été vidé de sa substance quelques mois après sa signature, avec l'organisation par le gouvernement des États généraux de l'Outre-mer. Une manière pour Nicolas Sarkozy d'inventer un autre espace de discussion et de mettre de côté beaucoup de nos revendications.

Aujourd'hui, les problèmes essentiels ne sont pas réglés. Connaissez-vous un territoire en Europe où 60% des

Quand les prix flambent, la Guadeloupe s'embrase...

jeunes de moins de 25 ans sont au chômage ? Eh bien il y en a un, c'est la Guadeloupe et la Métropole s'en fiche. Le pays [sic] est toujours considéré comme une colonie. Je ne peux pas vous dire quand ni d'où ça partira, mais une nouvelle étincelle viendra tôt ou tard ici. J'espère voir un jour cette île gouvernée par les Guadeloupéens, pour les Guadeloupéens.

Propos recueillis par Pierre Leibovici

Post-Scriptum

<http://us9.campaign-archive2.com/?u=08690d5053124fd2449244596&id=624a5cfa45>